



NATIONS UNIES

CONSEIL  
DE TUTELLE



Distr.  
LIMITEE

T/COM.2/L.22  
7 janvier 1955  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNICATION DU PRESIDENT DE LA "TANGANYIKA AFRICAN NATIONAL UNION"  
CONCERNANT LE TANGANYIKA

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F  
du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

Siège de la Tanganyika African National Union,  
Boîte postale 551,  
Dar es-Salam  
Afrique orientale britannique  
Le 24 décembre 1954

Au Secrétaire à l'administration locale  
Secrétariat  
Dar es-Salam

Monsieur le Secrétaire,

Comme suite à l'entretien que nous avons eu le 15 décembre, au sujet de la lettre que j'avais adressée à Son Excellence le Gouverneur, je ne puis que réaffirmer ici ce que je vous ai déclaré à diverses reprises au cours de notre entretien : j'ai toujours estimé qu'il ne saurait y avoir de différence entre l'objectif final de l'Union et celui du Gouvernement. J'ai toujours cette même conviction, malgré tout ce que vous m'avez appris au cours de notre entretien; car certains de vos propos confirment, non pas ma conviction qu'il n'y a pas de différence, mais bien l'insistance que l'Administration met à affirmer qu'il y a une grosse différence d'objectif final entre sa politique et la nôtre.

Il s'agit du multiracialisme. Le Gouvernement croit que l'Union est opposée au multiracialisme, et il tire cette conclusion de deux documents de l'Union : a) sa constitution; b) le mémoire qu'elle a remis à la Mission de visite des Nations Unies.

Le deuxième point de notre constitution est : "Combattre le régime tribal et toutes tendances isolationnistes parmi les Africains et créer un nationalisme uni". Aux yeux du Gouvernement, ce "nationalisme uni" s'oppose au multiracialisme. Le Gouvernement tire une conclusion analogue du point 4 : avoir des majorités africaines dans tous les organes d'administration locale ou centrale. L'article 7 a pour objet de presser le Gouvernement de prendre diverses mesures en faveur de l'Africain. Il s'agit donc manifestement d'une politique antimultiraciale. L'article 8 s'élève contre l'aliénation des terres au profit de colons non africains, et l'article 9 s'oppose à un accroissement de l'immigration. Aux yeux du Gouvernement, ces deux articles sont une manifestation du désir qu'a l'Union de limiter l'importance numérique des races minoritaires.

Vous avez fait valoir - et je crois pouvoir citer fidèlement les paroles que vous avez prononcées - qu'une politique fondée sur la supériorité numérique ne peut qu'être antimultiraciale. Le but de l'Union, conforme à la stratégie du nombre, est une démocratie du type "un homme : une voix". Une telle attitude, avez-vous déclaré, est en opposition directe avec la politique de l'Administration, laquelle, il faut le reconnaître en toute équité, veut confier l'administration du pays aux meilleurs, quelle que soit leur race.

Enfin (et cet argument, comme le précédent, a été plutôt une révélation pour moi) l'Union indique au dernier paragraphe du mémoire qu'elle a remis à la Mission de visite des Nations Unies : "L'Africain de ce pays désire en outre que l'Organisation des Nations Unies et l'Autorité administrante, par leurs déclarations, lui donnent l'assurance que ce Territoire, encore que sa population soit multiraciale, est avant tout un pays africain et doit se développer en tant que tel". Vous avez, et de la façon la plus formelle, affirmé que l'Administration ne pourra jamais concevoir que ce pays soit avant tout un pays africain; vous avez affirmé que ce pays ne peut être considéré comme africain qu'en ce sens qu'il est en Afrique. Lorsque je vous ai rappelé que les Africains sont une écrasante majorité, vous avez répondu "Et puis après?"; et cette répartie, je dois l'avouer, m'a tellement déconcerté que je n'ai même pas essayé d'y répondre.

Il se peut que j'aie oublié certaines des preuves d'où le Gouvernement a conclu que notre Union est opposée à l'adoption dans notre pays d'une politique multiraciale; cependant, je crois avoir retenu les plus importantes et les avoir exposées correctement.

Il me semble à présent, Monsieur le Secrétaire, que c'est faire violence aux textes que de voir dans le point 2 de la constitution de l'Union une politique antimultiraciale. Le New Commonwealth, en commentant ce point même, a écrit : "C'est la première fois, semble-t-il, que les Africains eux-mêmes essaient de désagréger le régime tribal; jusqu'ici, c'est la politique britannique, qui, à diverses reprises a visé cet objectif. A l'heure actuelle, il est vrai, l'Administration semble avoir pour politique de soutenir celles des organisations tribales qui ont une action efficace". Le point 2 est manifestement dirigé contre le régime tribal.

Il est en vérité singulier d'accuser l'Union de s'opposer à l'accroissement de l'immigration pour essayer de maintenir les autres races en minorité constante, et d'avoir pour cela des motifs inavoués. Notre Administration applique une ordonnance qui régleme l'immigration. Récemment encore, les Asiatiques ont fait tout un esclandre à propos de cette même ordonnance. Puis-je en conclure qu'à la suite de cet esclandre et dans l'intérêt du multiracialisme, l'Administration va abroger cette ordonnance? Car si tel n'est pas le cas, l'Administration doit être notre co-accusée lorsqu'on nous accuse d'avoir recours à la loi pour maintenir les autres groupes raciaux en minorité constante et pour conserver la supériorité numérique des Africains.

Dans beaucoup de parties du monde colonial, on a tendance à décrier la démocratie. La démocratie, nous dit-on, est chose excellente dans les pays civilisés, mais elle est un instrument dangereux entre les mains de peuples coloniaux non civilisés. Dans les colonies, il faut l'édulcorer. Des expressions comme : "droits égaux pour tous les civilisés" et "le pouvoir aux meilleurs", ou encore l'idée : "seule compte la personnalité; il ne faut pas tenir compte des races" - ces expressions, qui traduisent effectivement une vérité essentielle, reçoivent un sens suspect dans les colonies, précisément parce que l'on a tendance à décrier la démocratie.

Il ne nous échappe pas que, dans ce pays, les circonstances ne sont pas encore propices à la démocratie. En toute humilité, nous reconnaissons qu'il existe une différence énorme entre le progrès culturel, scolaire, économique et politique de la majeure partie des habitants de ce pays, et celui du peuple britannique, par exemple. L'introduction de toutes les institutions démocratiques, en bloc, ne serait vraisemblablement pas de l'intérêt du Territoire. Mais, lorsque

l'ignorance et la misère auront disparu, nous ne voyons pas pourquoi notre pays ne devrait pas devenir immédiatement un pays démocratique.

Mais la démocratie est ou devrait être la forme de gouvernement choisie par la majorité de la population. Elle implique le risque d'amener au pouvoir non les meilleurs, mais les plus populaires à l'époque. Votre propre pays, qui est une démocratie modèle, a accepté ce risque. Mais vous venez me dire que la population ne compte pas, non seulement à l'heure actuelle, en raison des circonstances auxquelles j'ai fait allusion, mais à tout jamais, parce que l'on doit avoir pour but de donner le pouvoir aux meilleurs, quelle que soit leur race. Si l'on excepte les mots "quelle que soit leur race", tel était également le but de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste, et tel est le but à l'heure actuelle d'un pays nationaliste comme l'Union Sud-Africaine, et de la Russie communiste.

Ce n'est pas nous qui avons instauré un système de représentation des groupes raciaux, nous ne voulons pas d'un tel système; c'est le Gouvernement qui l'a instauré, temporairement, nous voulons le croire, à cause des circonstances, et non à titre définitif, à cause de l'harmonie raciale. Mais voici qu'à présent on nous accuse de racisme parce que nous préconisons des majorités africaines. Si l'Administration n'avait pas commencé par instaurer la représentation raciale, notre Union aurait eu peine à préconiser des majorités africaines. Nous demandons des majorités africaines et non pas un député, par exemple, pour un nombre donné d'habitants, parce que la représentation actuelle est raciale. Si vous nous reprochez les conséquences, nous devons vous reprocher la cause. Mais nous n'avons jamais reproché à l'Administration d'avoir instauré la représentation raciale, parce que nous estimons que seules les circonstances ont déterminé cette politique et non le désir qu'aurait eu l'Administration de perpétuer l'esprit de secte.

Vous voyez du racisme - ou ce que je pourrais appeler du "chauvinisme noir" - dans l'objectif final de l'Union : "un homme : une voix". Vous affirmez qu'une telle mesure aura nécessairement pour effet l'écrasement des races minoritaires, et qu'elle est donc en opposition directe avec la politique multiraciale du Gouvernement. Quel est alors l'objectif final du Gouvernement? Est-ce "un homme : une voix" pour l'un des groupes, et "un homme : mille voix" pour les autres? J'ai toujours cru que, si notre pays devient véritablement un jour un territoire multiracial, des expressions telles que l'écrasement des minorités cesseront

d'avoir un sens, et une politique : "un homme : une voix" cessera d'être un danger. J'ai espéré que, comme des missionnaires d'un Tanganyika véritablement multiracial, nous pourrions, tout en tolérant le système actuel de représentation raciale que les circonstances nous ont imposé, oublier nos appréhensions et tendre tous nos efforts vers l'instauration d'une démocratie véritable, où une politique "un homme : une voix", quelle que soit la race, ne sera une menace pour aucun groupe racial.

Qu'il me soit permis de relever ici une amusante mais grave contradiction dans cette déclaration que l'Administration est opposée à une politique : "un homme : une voix". Au cours d'une réunion récente d'un comité dont j'avais l'avantage de faire partie et que vous présidiez vous-même, c'est vous qui avez pris l'initiative de recommander une liste électorale unique. Je n'ai été surpris ni par cette initiative, ni par l'accueil unanimement favorable qu'elle a reçu, parce que j'ai toujours estimé que c'était là la politique de l'Administration et de ceux qui assument les plus hautes responsabilités dans notre pays. Mais, avec une liste commune, fondée sur un suffrage étendu, on court nécessairement le risque d'écraser les minorités - ce que, d'après vous, le Gouvernement cherche à éviter à tout prix.

Enfin vous affirmez, Monsieur le Secrétaire, que ce pays ne peut être considéré comme africain qu'en ce sens qu'il est en Afrique; que la politique de l'Administration est multiraciale et que cette politique a été arrêtée à Londres et a l'approbation de l'ONU. Vous ne tenez nullement compte du fait que les quelque 65.000 Asiatiques et les 18.000 Européens du pays ne représentent qu'un pour cent environ de sa population totale. S'il est exact que, comme vous l'avez déclaré, cette politique a été arrêtée à Londres par le Gouvernement de Sa Majesté et qu'elle a l'approbation de l'O.N.U., je me trompais bien en estimant qu'il ne saurait y avoir de différence entre l'objectif final de la politique de l'Administration et celui de la politique de l'Union. Ce ne serait plus maintenant sur la méthode à suivre et le temps à mettre que nous différerions, mais sur l'objectif principal. Si c'était le cas, nous nous élèverions avec intransigeance contre la politique de l'Administration, en dépit de Londres et en dépit de l'O.N.U.

La population de la Grande-Bretagne est multiraciale. La Grande-Bretagne, me dit-on, compte 35.000 à 50.000 habitants de couleur. Il est exact que malgré ce chiffre, la proportion de gens de couleur à la population britannique autochtone n'est même pas de 1 à 99; mais je ne veux pas dire que, si cette proportion passait à 1 à 99 ou même à 10 à 90, la Grande-Bretagne cesserait d'être avant tout un pays européen, sauf au sens géographique. Si un certain nombre d'Africains et d'Européens émigraient dans l'Inde et portaient ainsi la proportion des Africains et Européens à la population indigène à 1 à 99 ou à 20 à 80, l'Inde deviendrait certes un pays à population multiraciale, mais je ne veux pas dire que l'Inde ne serait essentiellement un pays asiatique qu'en ce sens qu'elle est en Asie.

Il fut un temps où le Royaume-Uni avait pour doctrine, dans notre pays, d'accorder la primauté aux intérêts des populations indigènes. J'apprends que l'on a renoncé à cette doctrine depuis lors. Mais l'abandon de cette politique n'a nullement influé sur le caractère essentiellement africain de notre pays; et, à vrai dire, l'article 8 de l'Accord de tutelle relatif à ce Territoire donne tout au moins l'impression que l'on n'a pas renoncé complètement à cette doctrine en ce qui concerne ce Territoire. Et voici que vous déclarez, à mon grand ébahissement, que ce n'est que géographiquement que le Tanganyika est avant tout un pays africain.

C'est là une affirmation des plus graves, et je me vois dans l'obligation de répéter la proposition que j'ai faite lors de notre entretien : je vous ai proposé que l'Administration définisse, en termes non équivoques, ce qu'elle entend par "multiracial". Si l'on n'en précise pas le sens, des expressions telles que "développement multiracial" et "harmonie raciale" peuvent avoir n'importe quel sens ou n'en avoir aucun.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire, l'assurance de ma respectueuse considération.

Signé : Le Président :

Julius K. Ayerere

Copies :

- i) A Son Excellence le Gouverneur du Tanganyika,
- ii) Au Secrétaire d'Etat pour les colonies,
- iii) Au Secrétaire du Conseil de tutelle de l'ONU

Tanganyika African National Union,

Siège social

Boîte postale 551

Dar es-Salam

Afrique orientale britannique

Novembre 1954

A Son Excellence Sir Edward Twining,

Gouverneur du Tanganyika

Excellence,

J'ai l'honneur de vous adresser la présente lettre au sujet du discours que Votre Excellence a prononcé à Tanga et au cours duquel Votre Excellence a fait allusion à "une organisation politique africaine nouvellement formée". Ce discours laissait entendre que les dirigeants de cette organisation s'opposent au principe adopté par l'Administration : "développer la vie politique économique et sociale du Tanganyika sur une base multiraciale".

Quand Votre Excellence a prononcé ce discours, l'Union avait été l'objet de critiques sévères dans la presse. On l'avait accusée de "racialisme"; de vouloir un gouvernement du Tanganyika composé uniquement d'Africains; de demander l'indépendance pour dans cinq ans; de s'apprêter à envoyer des délégués dans tout le Territoire pour recueillir des fonds en vue d'une campagne autonomiste; enfin d'être hostile à la Grande-Bretagne et au Commonwealth britannique. Le journal local avait présenté le mémoire remis par l'Union à la Mission de visite des Nations Unies comme faussé, résolument hostile à l'Administration, tendancieux à l'extrême, injuste à l'égard des chefs à la dignité desquels il porte atteinte, mensonger et injurieux. L'auteur d'un article paru dans un autre journal d'Afrique orientale représente les auteurs du mémoire comme "un petit groupe d'Africains ambitieux qui se considèrent comme les futurs chefs politiques d'un Tanganyika noir" et qui voient dans "une véritable association des trois principales races ... une menace pour leurs ambitions personnelles".

Toutes les critiques adressées à l'Union - dont les vôtres malheureusement, Excellence - se fondent sur le prétendu racialisme de l'Union et son opposition supposée à la politique multiraciale de l'Administration.

Je crains, Excellence, que vous n'ayez été mal renseigné; je considère donc comme mon devoir, tant à l'égard de l'Administration qu'à l'égard de l'Union que je préside, de m'efforcer de dissiper tout malentendu. L'Union ne souhaite pas, pour l'avenir, le Tanganyika aux seuls Africains ni même le Tanganyika à tous, mais avec un gouvernement uniquement composé d'Africains. Notre but est d'instituer la démocratie telle que la conçoivent toutes les nations qui ne sont pas sous l'influence russe, et nous estimons qu'au lieu de nous suspecter, de nous railler et de porter contre nous des accusations fausses, tous les hommes de bonne volonté à l'ouest du rideau de fer devraient sympathiser avec nous, nous conseiller et nous encourager.

On nous accuse d'être hostiles à l'Administration parce que nous n'aurions pas apprécié à leur valeur, dans notre constitution et dans notre mémoire à la Mission de visite des Nations Unies, les efforts de l'Administration. J'admets que nous aurions pu, dans le mémoire, mieux reconnaître les difficultés que rencontre l'Administration et ce qu'elle fait pour notre peuple, mais je ne vois pas comment nous aurions pu le faire dans des statuts qui énoncent des règles et des objectifs. Je dois dire que, lorsque j'ai parlé de cette question au rédacteur intéressé, il m'a demandé pourquoi nous n'avions pas fait précéder nos statuts d'un préambule.

Dans notre mémoire à la Mission de visite des Nations Unies, nous disons que "lorsque l'Autorité administrante déclare qu'elle ne peut pas faire davantage en faveur du développement de ce pays, faute de ressources, cela est malheureusement trop souvent vrai". Je reconnais, je le répète, que nous aurions pu mieux reconnaître les efforts de l'Administration, mais la phrase que je viens de citer ne signifie pas et n'implique pas que l'Administration ne fait rien pour le pays. Ce que nous soulignons surtout dans notre mémoire, c'est qu'il faut que l'ONU aide financièrement non pas l'Union, mais l'Administration, en vue du développement de notre pays. Dans le premier discours que j'ai prononcé au Conseil législatif, j'ai longuement exposé ce que l'Administration avait fait dans le domaine de l'enseignement des Africains et je l'ai félicitée d'avoir mis en oeuvre, selon le rythme prévu, le plan décennal pour le développement de l'enseignement des Africains. Il est vrai que j'ai mis l'Administration en garde contre l'optimisme béat, mais je n'en ai pas moins reconnu les efforts qu'elle avait déployés.



Pour accuser l'Union d'être hostile à l'Administration, on prend également texte des critiques, peut-être un peu trop franches, que nous avons parfois adressées à l'Administration. Mais, comme je l'ai déjà dit - et je tiens à le répéter - il y a une différence entre la critique sincère et la simple provocation au désordre. Certes, la critique est parfois conçue et exprimée crûment, mais elle ne peut être considérée comme une provocation au désordre. Parfois aussi, il est difficile aux autorités de distinguer entre l'exercice de la critique et l'intention de fomenter du désordre. Mais, même dans ce cas, il vaut mieux accorder aux intéressés le bénéfice du doute. En général, la critique ne vise pas à discréditer les autorités, mais seulement à attirer leur attention sur des questions qui ont pu leur échapper ou à leur proposer une meilleure façon de les résoudre. Quant aux solutions qu'elle propose, la critique peut se tromper sur leur valeur, mais elle est de bonne foi en les proposant. Mais on ne peut rien espérer de bon si les autorités deviennent ou semblent devenir trop sensibles à la critique ou si, tout en l'acceptant en principe, elles prennent en fait des mesures dont le but semble être de l'étouffer. Lorsqu'au mois de mai dernier Votre Excellence a mis la population en garde contre les agitateurs, je lui ai donné mon appui, mais j'ai dit qu'il était à craindre que l'avertissement de Votre Excellence ne fût interprété comme l'interdiction de toute critique. Sans doute Votre Excellence ne s'en rend-elle pas compte, mais telle a été, d'après mes informations, l'impression de la population dans certaines régions du pays.

Second point : l'Union peut-elle vraiment être hostile à l'Administration? En dépit des erreurs qu'elle peut commettre, l'Union cherche à bien faire. Son but est d'aider les Africains à s'aider eux-mêmes. Elle ne peut atteindre ce but que dans un climat de paix et d'ordre. Or seule une Administration forte et respectée peut maintenir dans le pays ce climat nécessaire à l'action de l'Union. Le meilleur ami des Africains, dans ce pays, doit être l'Administration, et il serait absurde de penser que l'Union, dont le sincère désir est de voir l'Africain progresser et prendre la place qui lui revient dans le pays, puisse s'opposer à la seule autorité précisément qui soit capable de réaliser ce vœu. Mais le rôle de l'Administration n'est pas de simplement maintenir la paix et l'ordre pour permettre à l'Union d'assurer le progrès des Africains. Elle s'acquitte de cette tâche même, plus que quiconque. Le principal rôle de l'Union dans ce domaine doit être d'aider l'Administration, de rendre ses efforts plus efficaces et d'aider les

Africains à s'aider eux-mêmes; cette oeuvre vient compléter celle de l'Administration et des autres organismes. Il est donc inimaginable de penser que l'Union - à moins d'être dirigée par des imbéciles malhonnêtes - puisse être hostile à l'Administration.

Lorsque l'Union s'est trouvée en désaccord avec l'Administration, le désaccord n'a porté le plus souvent que sur des questions de méthode ou de cadence, et non pas sur le but final car, en fin de compte, l'Union et le Gouvernement visent le même but : le progrès du peuple de ce pays.

1. Question de méthode. Je prendrai pour exemple la question du dépeuplement animal rendu obligatoire dans la Province du Lac. L'Union a critiqué les mesures que l'Administration avait prises pour remédier au surpeuplement animal, parce que l'Administration avait mieux aimé imposer ces mesures que de persuader la population de leur nécessité, faisant ainsi d'une mesure qui aurait pu être populaire, un sujet de mécontentement. La justification du dépeuplement animal c'est que le bétail constitue une forme de richesse qui, lorsqu'elle est excessive, peut ruiner la terre. Il ne s'agit donc pas tant de diminuer l'effectif des troupeaux que de transformer une richesse préjudiciable à la terre en une autre richesse, aussi productive ou plus productive, mais qui ne soit pas fatale à la terre. C'est en ce sens que l'Administration aurait dû agir, en s'efforçant d'éduquer et de persuader la population.

Qu'aurait-elle pu faire? Nous avons appris, par exemple, de source officielle que la superficie cultivée en coton par chaque planteur africain dans la Province du Lac varie de 50 à 60 ares. Le Musukuma voudrait accroître la superficie qu'il cultive, mais il ne peut pas le faire parce qu'il ne se sert que de la houe pour ses travaux agricoles. Les tracteurs agricoles sont très recherchés au Sukumaland et je puis assurer Votre Excellence que ceux qui en possèdent et qui les louent font de bonnes affaires. Mais bien peu ont les moyens d'acheter des tracteurs. Nous pensons que l'Administration aurait pu lier la question du dépeuplement animal à celle de l'accroissement des superficies cultivées, en encourageant et en aidant les Wasukumas à vendre leurs troupeaux et à acheter des tracteurs, soit individuellement soit collectivement. On aurait pu également créer de petites entreprises, individuelles ou coopératives. J'ai toujours pensé qu'il y aurait grand intérêt à créer des laiteries, ou même une tannerie, au Sukumaland.

Si l'on avait abordé le problème de cette façon, les mesures n'auraient rencontré que peu d'opposition et l'Union aurait bien volontiers travaillé la main dans la main avec l'Administration pour les rendre populaires. Actuellement, l'Administration insiste surtout sur la nécessité du dépeuplement animal et non pas sur la possibilité d'une contrepartie. Il n'est donc pas surprenant que le Musukuma ait l'impression que le Gouvernement veut ainsi l'appauvrir.

2. Cadence. La deuxième et peut-être la plus importante question sur laquelle nous ne sommes pas d'accord avec l'Administration, c'est la question de cadence. Il est plutôt curieux que l'on nous reproche d'être rétrogrades. Prenons, par exemple, la question de la réforme constitutionnelle. En 1951, la Commission des études constitutionnelles a recommandé pour la première fois le principe d'un partage égal des sièges. Le rapport du professeur MacKenzie a paru en 1952. Rien n'a indiqué en 1953 que l'Administration considérât qu'il était urgent de donner effet à cette recommandation. On a appris cette année que la recommandation serait mise en œuvre l'an prochain. L'Union estime que le Tanganyika était aussi prêt à cette réforme l'an dernier qu'il le sera l'an prochain.

Nous désignons nos candidats au Conseil législatif depuis 1926. Nous pensons que le moment est venu de modifier légèrement ce système. Le professeur MacKenzie a recommandé une légère modification de ce genre : Votre Excellence choisirait les membres africains du Conseil d'après une liste de candidats qui lui serait soumise, sauf en ce qui concerne Dar es-Salam où les membres africains du Conseil seraient élus. Sans s'en rendre compte, l'Administration prive la population de ce pays de la possibilité de démontrer au monde que la chose peut se faire; qu'au Tanganyika on ne se borne pas à parler de l'harmonie et de la coopération des races, mais on la vit; que les dirigeants des divers groupes raciaux peuvent siéger au Conseil législatif et y être élus par un collège électoral interracial.

Comme d'autres habitants du Tanganyika, je suis convaincu, Excellence, que dans la population de ce pays les divergences d'opinion ne reflètent pas nécessairement les différences raciales. Si j'éprouvais des doutes à ce sujet, le récent débat sur la Commission Lidbury les dissiperait. Au cours de ce débat, en effet, tous les membres africains ont appuyé la proposition de l'Administration, alors que la majorité des membres européens et un membre asiatique s'y sont opposés.

Or il se trouve que si j'avais moi-même participé au débat, j'aurais certainement combattu la proposition de l'Administration. Des personnes mal intentionnées auraient pu voir là une nouvelle preuve de mon hostilité à l'égard de l'Administration, mais on ne saurait certainement y voir une preuve de "racialisme".

La lenteur du Gouvernement à mettre en oeuvre les réformes constitutionnelles nous inquiète bien davantage. Du point de vue racial, nous sommes beaucoup plus heureux que nos voisins. Depuis cinq ans, l'Ouganda et le Kenya sont le théâtre de violences. Cependant, ces deux pays sont plus avancés que nous en matière de réforme constitutionnelle, et cela nous préoccupe vivement. Lorsque des pays comme l'Ouganda et le Kenya réalisent des réformes et qu'un pays beaucoup plus heureux en diffère la mise en oeuvre, certains peuvent être amenés à associer à tort la violence et les réformes. Je le déclare sans crainte, Excellence, parce que je n'ai rien à cacher. La lenteur peut être une vertu, mais en temps et lieu. Ceux-là même qui la préconisent le plus fermement admettront que, dans certaines circonstances, il vaut mieux courir le risque d'agir trop vite que d'agir trop lentement et une saine administration comme celle de Votre Excellence peut se permettre de risquer un peu.

Tout ce que je viens de dire ne signifie pas que je ne tiennne pas compte des craintes que l'Administration éprouve à juste titre. On a proscrit une organisation politique dans un pays voisin, et la situation actuelle de certaines régions d'Afrique orientale et d'Afrique centrale est telle qu'elle justifie un peu la méfiance. D'autre part, il ne nous échappe pas que nos paroles et nos actes ont parfois pu inquiéter l'Administration. Nos cadres laissent sans doute beaucoup à désirer, et cela ne manque pas non plus d'inquiéter l'Administration. Votre Excellence se souviendra des craintes que nous avons éprouvées et que nous continuons à éprouver à voir l'Administration restreindre le champ de notre action en obligeant les fonctionnaires à quitter notre Association.

Nous tenons essentiellement à de bons cadres. Nous souhaitons vivement que l'Union devienne un instrument utile au service du pays. C'est pourquoi la question de ses cadres nous préoccupe au moins autant que l'Administration.

J'en ai dit plus qu'il n'en fallait, Excellence, pour expliquer l'inquiétude profonde que nous a causée la récente déclaration de Votre Excellence et l'attitude générale de l'Administration à l'égard de l'Union. J'ai exposé franchement nos faiblesses et je me suis aussi efforcé de montrer sur quels points nous sommes sincèrement en désaccord avec l'Administration. Si, en mettant en lumière ces points de désaccord, j'ai réussi à démontrer qu'il peut y avoir, sur les questions que j'ai évoquées, plus d'un avis, j'aurais fait mon devoir.

Veillez agréer, Excellence, l'expression de ma respectueuse considération.

Signé :

Le Président :

Julius K. Nyerere

-----